

« Je vais profiter de ce point de l'ordre du jour pour replacer cette opération dans le champ plus large de la politique de recherche de ce quinquennat.

La communication gouvernementale n'a cessé de nous rebattre les oreilles d'un effort sans précédent pour la recherche et l'enseignement supérieur. Je ne reviendrai pas sur les dégâts causés par la LRU pour les universités. N. Sarkozy présente la recherche et l'enseignement supérieur comme sa principale réussite, qu'en est-il réellement ? En 2012, le budget total représente 25,4 milliards soit une augmentation de 19% sur le quinquennat mais en retranchant l'inflation la hausse se ramène à 1,5% par an. Il y a loin de la coupe aux lèvres.

Les personnels de l'INRA ne sont pas dupes puisqu'ils sont plus de 2.600 à avoir signé la pétition contre le budget de l'INRA pour cette année 2012. Je me permets à ce propos de vous remettre ces signatures.

Le grand emprunt étant le tonneau des Danaïdes, tout le monde espère y puiser. La réalité est la suivante, **seuls quelques sites peuvent prétendre en profiter**. Rappelons tout de même que le coût du grand emprunt est assumé par des **annulations de crédits supportés par tous**. A examiner la carte géographique des IDEX, on voit que les choix tournent le dos à un aménagement du territoire national bien compris. Il faut aussi en extraire une conclusion évidente mais non avouée par Sarkozy et ses affidés, le grand ouest et le centre de la France sont sans doute des déserts intellectuels puisqu'ils n'ont pas réussi à convaincre les jurys de « l'excellence » de leurs projets. Sur le plan budgétaire, le financement des IDEX, il s'agit d'une dotation en capital ou plus exactement du placement de ces capitaux dont les intérêts seront gérés par l'ANR. Ainsi, prenons pour exemple le projet Toulousain, il est doté d'un capital de 750M€ qui rapportera en année pleine 22M€, une goutte d'eau par rapport au fonctionnement réel du projet 3 % des 750 millions en jeu. La fonction des IDEX est donc toute autre : déstructurer la recherche publique, l'instrumentaliser, introduire partout la concurrence.

Venons-en à Saclay, les considérations précédentes s'appliquent pour cet IDEX. Le gouvernement impose au mépris de tous les acteurs concernés, de leurs conseils, de leurs structures directoriales, un objet « volant » non identifié aux contours flous et évolutifs : l' « Université » Paris Saclay et cela à marche forcée en faisant fi des personnels (une constante de ce gouvernement) mais aussi des documents signés par les partenaires. J'en veux pour preuve **la présentation orale devant le jury international de choix des IDEX qui prend le pas sur le document écrit des partenaires**. Ce jury (mais pour qui se prend-il et où prend-il ses ordres ?) affirme : *« Recommandations au gouvernement :*

Suivre de près l'avancement des actions aboutissant à un nouveau modèle de gouvernance, incluant les dates clés à l'aide d'une revue du projet à mi-parcours.

Les organismes nationaux de recherche devraient prendre un engagement formel pour embaucher prioritairement à l'intérieur du périmètre de l'Idex.

Le système administratif français semble entraver la création d'un contrat unique avec l'Idex. »

En substance, l'aristocratie dirigeante de l'UPSA entièrement à la main et sous le pouvoir du gouvernement doit se substituer aux directions des organismes partenaires que ceux-ci soient publics (universités, EPST...) ou privés.

Je cite encore : *« Compte-tenu des grandes différences statutaires et de rattachement des établissements réunis, et des forces, limites et inadaptations évidentes au cas d'espèce de leurs gouvernances, aucun des modèles juridiques existant ne peut servir de modèle de statut de l' « Université » Paris-Saclay compatible avec le mode de gouvernance qui est proposé dans ce projet. ».*

En clair, **aucun des statuts existant dans les établissements membres de la FCS Paris Saclay ne sera respecté : comme stipulé dans ses statuts, la FCS décide des sujets de recherche, du financement des projets, et affecte les personnels quel que soit leur statut.**

Ce jury dont on ignore qui lui a confié « l'excellence » à moins qu'elle ne soit d'essence transcendante, voire divine, revendique **ni plus ni moins que la fin du statut de fonctionnaire et la précarité pour tous !**

Il est aussi écrit que pour recruter des stars internationales, la FCS pillera les postes statutaires : *« une politique de Ressources Humaines ambitieuse, sera mise en place à l'échelle de l' « Université » Paris-Saclay, en mutualisant une part importante (>10%) des postes régulièrement libérés chez les partenaires. ».* **Les recommandations du jury des IDEX sont encore plus claires pour Saclay : « Les organismes nationaux de**

recherche devraient prendre un engagement formel pour embaucher prioritairement à l'intérieur du périmètre de l'IDEX. ».

C'est clair, l'INRA deviendra à terme une agence de moyens au service de l'IDEX, l'un des supermarchés de postes et de fonctionnement pour ce soit disant « investissement d'avenir » qui n'investira rien ou si peu, sinon en stratagèmes pour mettre le public sous la coupe unique du privé.

Serions-nous les seuls à partager ces craintes ? Le CNESER demande a minima que toutes les instances de la communauté universitaire soient consultées, on tombe des nues ! Tant c'est une évidence, **le CNESER relève ainsi le manque total de transparence et de démocratie dans cette opération.**

Les personnels dans leur majorité rejettent cet IDEX qu'ils soient universitaires, personnels d'Agroparitech ou de l'INRA : la pétition contre la mise en place de l'UPSA et dans ce cadre du campus commun INRA-Agroparitech à Saclay rencontre un franc succès auprès des personnels concernés à l'INRA (400 signatures) comme à Agroparitech. De plus comme vous pouvez le lire, **le Comité Technique s'est prononcé une nouvelle fois et à l'unanimité contre le déménagement des labos INRA sur le plateau de Saclay.**

Venons-en précisément à l'ordre du jour et la société de réalisation qui doit piloter la construction du bâtiment AgroParitech –INRA. Les 257 millions qui seront empruntés pour la réalisation du bâtiment vont contraindre notre établissement à payer un **loyer annuel de 2,5 millions sur 30 ans dans une période de restriction budgétaire**, l'Etat se portant garant. On peut sans mal imaginer la pression qu'il exercera sur notre établissement pour trouver des ressources extérieures supplémentaires ou à défaut, compenser par des réductions de dépenses. Et dire que le montage nous est « vendu » pour être gagnant/gagnant ! Belle escroquerie !

Mesdames et Messieurs les administrateurs, la Direction Générale de l'INRA vous demande de ratifier un projet qui va d'un côté piller les postes de l'INRA et de l'autre endetter notre institut pendant 30 ans pour satisfaire l'ego surdimensionné de Nicolas Sarkozy !

Il existe maintes raisons supplémentaires pour refuser Saclay, je note l'**absence de transport** adéquate pour le site, l'**absence de logements** sociaux pour permettre aux personnels délocalisés de trouver des logements avec des conditions acceptables en regard des salaires de ces agents.

Je ne doute pas, parce que j'en ai l'habitude, que le suivisme qui caractérise cette instance fera que ce projet néfaste sera adopté. Pour une fois, je souhaite que vous compreniez néanmoins qu'il y a des bornes à ne pas dépasser et que vous aurez le courage de rejeter ce projet néfaste. Mais en guise de conclusion, je veux porter à votre connaissance la décision des instances toulousaines qui ont décidé de surseoir à la signature de l'IDEX et je reprends à mon compte la déclaration de mes camarades du SNCS-FSU :

« Cet IDEX exemplaire promet en effet à la grande Université de Toulouse (UT) la sextuple surveillance d'un Comité d'orientation stratégique, d'un Groupe d'experts scientifiques, d'un Conseil de surveillance, d'un Sénat académique, d'un Comité exécutif et d'un Conseil d'université (quand même). Sous la férule, en outre, d'un Directeur général exécutif, les Toulousains n'auront qu'à bien se tenir ! L'excellence sera « illustrée » par un Sénat académique restreint (le SAR) « composé au sein de la communauté des meilleurs professeurs et chercheurs du site » et qui sera naturellement l'arbitre suprême de l'excellence : ô grand SAR, peux-tu nous dire si tu vois l'excellence ? » - Je peux le dire. - Il peut le dire ! (..) Il est sensationnel ! »

Nul doute que les promoteurs de l'UPSA ne voudront pas être en deçà de Toulouse et sauront nous concocter une belle usine à gaz ! Et que le grand SAR parisien pourra lui aussi détecter l'excellence.

Mesdames et messieurs les administrateurs, l'ineptie d'un tel projet d'IDEX ne vous paraît-elle pas évidente ?

Comment un gouvernement aussi mal intentionné soit-il peut-il faire preuve d'une telle incurie ! Nous pourrions en rire si le gaspillage de l'argent public n'était pas au rendez-vous et si l'affaiblissement de la recherche publique et de l'enseignement supérieur n'était pas la conséquence inéluctable de ce maelstrom.

En fait « d'excellence » il n'y a que mépris pour les personnels et les contribuables.

La CGT-INRA reprend aussi à son compte les revendications de nos camarades de l'université d'Orsay : lire page suivante !

Syndicat National CGT-INRA

RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 – Mail : cgt@inra.fr



La CGT-INRA reprend à son compte

les revendications de nos camarades de l'université d'Orsay :

Les syndicats de l'université Paris-Sud prennent position pour une Université de service public, démocratique, collégiale, et au service de tous.

SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SLR, Sud Educ', Sud Recherche, CNT, SNPREES-FO.

NOUS DEFENDONS :

- la sortie de l'Université de la FCS et la dissolution de celle-ci.
- l'abandon du projet IDEX Paris-Saclay, comme de tous les projets IDEX, qui déstructure en profondeur le tissu universitaire et de recherche francilien, en démantelant notamment l'université Paris-Sud.
- l'arrêt en urgence de toutes les suppressions budgétaires et l'affectation des moyens financiers nécessaires aux unités de recherche et aux universités. Cela passe par un reversement massif des crédits ANR aux organismes EPST et aux laboratoires publics.
- un plan de titularisation des précaires et un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires à la hauteur des besoins (enseignant-chercheurs, chercheurs, BIATSS, IT), et l'arrêt des opérations de la RGPP.
- l'abandon des méthodes de management basées sur l'individualisation des primes et des charges d'enseignement.

Nous exigeons que les collaborations entre établissements se fassent dans le cadre d'instances démocratiques, majoritairement élues.